

Déjeuner annuel de l'ANRT 2 juillet 2024

Intervention du président M. Patrice Caine

Monsieur le Sénateur, Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ,
Madame la vice-présidente du Sénat,
Madame la ministre,
Monsieur le député,
Madame la sénatrice
Mesdames Messieurs les académiciens,
Mesdames Messieurs présidents et directeurs d'entreprise,
Mesdames Messieurs présidents et directeurs d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche,
Mesdames Messieurs en vos grades et qualités,
Chers partenaires de l'ANRT,

Monsieur le sénateur, cher Stéphane,

Je vous remercie très vivement de nous faire l'honneur de votre présence aujourd'hui et d'avoir bien voulu représenter Monsieur Gérard Larcher.

Le président du Sénat, qui devait participer à ce déjeuner, nous a fait part de ses regrets de ne pas pouvoir être parmi nous – ce que nous comprenons aisément vu le contexte.

Nous savons tous que la situation politique de notre pays fait du Sénat l'institution socle de la France entre ces deux tours des élections législatives. Votre présence, votre écoute sont d'autant plus précieuses.

Vous avez devant vous les membres de notre association nationale pour la recherche et la technologie, fondée en 1953, et qui représente aujourd'hui les trois quarts de l'effort de recherche public et privé français.

Dit autrement, les femmes et les hommes de cet auditoire sont les représentants de la puissance d'innovation de notre pays, et donc de sa compétitivité future.

En effet, comme vous le savez, notre capacité à innover détermine pour une large part notre productivité, notre aptitude à produire de la richesse et l'équilibre de notre balance commerciale.

In fine, c'est aussi la R&D qui va déterminer la pérennité de notre modèle social, et la capacité pour la France de se positionner en tant que puissance pleinement souveraine sur la scène internationale.

Or, en matière de recherche, notre pays conserve de grands atouts, mais il doit relever son ambition pour rester compétitif, dans un contexte qui a radicalement changé.

Ces atouts, nous les connaissons bien : nos récents prix Nobel et médailles Fields nous rappellent que l'excellence française en matière scientifique est toujours une réalité.

Nous pouvons aussi nous enorgueillir de la qualité des travaux de nos laboratoires et institutions académiques, et du niveau technologique de nos fleurons industriels.

Mais, d'un autre côté, il y a lieu d'être inquiet de la baisse de niveau générale des Français dans les disciplines scientifiques. Cette baisse ne saurait être sans conséquences sur la performance future de notre recherche.

Par ailleurs, nous faisons face à une compétition qui exige que nous changions d'échelle.

La France, en effet, ne peut se mesurer seule à la concurrence de pays-continentaux qui montent en puissance et qui investissent massivement dans la recherche et l'innovation.

Ces pays ont montré leur capacité à pénétrer nos marchés avec des innovations face auxquelles nous n'avons pas pu/su valoriser notre avance scientifique.

Pour rester compétitifs, nous devons rassembler nos forces. Et il est clair aujourd'hui que le niveau de coopération pertinent, c'est l'Europe. Entreprises, laboratoires publics et privés : nous devons faire équipe avec nos partenaires européens. C'est indiscutablement la condition de notre réussite collective.

Vous me permettez, en cette période pré-olympienne, de faire un rapprochement avec le monde du sport : aux Jeux de 2020, la France a remporté 10 médailles d'or, contre 39 pour les États-Unis et 38 pour la Chine.

Mais si nous comptons ensemble toutes les médailles d'or récoltées par les pays de notre Vieux Continent, le nombre approche la centaine !

Il en va de même pour la recherche : désunis, nous nous ferons inévitablement distancer ; ensemble, nous avons tout ce qu'il faut pour être en haut du podium.

Et pour que la France tienne son rang en Europe et dans le monde, nos institutions de recherche et d'enseignement supérieur ont besoin de soutien.

Elles ont besoin d'un **soutien politique, d'un soutien stratégique et d'un soutien financier**.

Politique d'abord, car les dirigeants, mais aussi les chercheurs, du public comme du privé, ont besoin de se sentir portés, soutenus par une vision de long terme qui dise clairement quelle est la volonté de la France pour les décennies à venir.

C'est d'autant plus important que nous vivons une période caractérisée par de multiples et profondes transformations.

Transition énergétique, numérique, environnementale... dans tous ces changements, les sciences et les technologies sont appelées à jouer un rôle clé.

Les entreprises, les institutions d'enseignement supérieurs font donc évoluer leurs stratégies en conséquence.

Pour réussir, elles ont plus que jamais besoin de cohérence et de stabilité, car on ne demande pas à un vaisseau de changer sans cesse de cap au milieu d'une manœuvre délicate et complexe.

Il nous faut aussi une vision stratégique en phase avec le contexte. Il faut positionner les forces d'innovation françaises sur les défis qu'elles doivent et peuvent relever et leur en donner les moyens.

Mais pas avoir pour ambition d'être les champions de la normalisation !

Dit autrement, les objectifs de transition, notamment en matière énergétique ou environnementale, doivent s'appuyer sur la capacité effective de nos entreprises à intégrer les innovations, à développer les technologies encore en devenir, et à assimiler les changements réglementaires.

Les ambitions politiques doivent donc être portées par une stratégie de pilotage pragmatique et au bon rythme : il ne faut ni laisser passer les trains, ni emballer la machine...

Enfin, le soutien doit être financier. Ces dernières années, la recherche et l'innovation n'ont pas été oubliées, comme en attestent les orientations prises dans le cadre de la LPR et le programme France 2030.

Nous nous félicitons aussi de la préservation du crédit impôt recherche. Cet instrument joue un rôle primordial pour la compétitivité et l'attractivité de la France en matière de R&D.

C'est en grande partie grâce à lui que la France attire sur son sol des entreprises étrangères innovantes et réussit à maintenir ses atouts.

Là encore, nous en appelons donc à la cohérence et à la stabilité. Toute volatilité en la matière nous mettrait en danger et menacerait les acquis de décennies d'efforts.

Enfin, je voudrais aborder un autre sujet crucial pour notre avenir, je veux parler de la formation.

Vous savez que notre association est une petite partie prenante de notre système de formation puisqu'elle met en œuvre depuis plus de 40 ans le dispositif Cifre pour le compte du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, dont la confiance nous honore.

Cet instrument a permis de former plus de 30 000 personnes en leur donnant l'occasion de circuler entre le monde académique et le secteur privé, ce qui leur a conféré une agilité unanimement reconnue et appréciée.

Mais bien en amont du doctorat, c'est sur l'éducation des jeunes générations en général que je voudrais insister.

Nous constatons chaque jour, soit à titre privé soit dans le cadre de nos recrutements, une évolution des mentalités inquiétante quant à la perception de la valeur travail, et de la valeur des savoirs.

Du primaire jusqu'à l'enseignement supérieur, il y a urgence à renforcer l'apprentissage des savoirs fondamentaux, en particulier scientifiques. Faire preuve de laxisme dans ce domaine, c'est prendre le risque de nous priver demain de la capacité à soutenir nos ambitions en matière d'innovation, d'emplois, et de souveraineté.

Il nous semble ainsi crucial que les décideurs publics se donnent les moyens d'assurer la performance de notre système éducatif, pour proposer une formation de haut niveau à toutes et tous, quel que soit leur milieu d'origine.

Car notre recherche académique, nos entreprises, ont besoin d'esprit agiles, qui aiment apprendre et sachent le faire tout au long de leur vie.

Monsieur le sénateur, dans la période troublée que nous connaissons, nous comptons beaucoup sur l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, que vous présidez pour donner toute leur place à la recherche et à l'innovation dans les orientations politiques de demain. L'originalité de son positionnement, à la jonction entre les deux chambres, en fait une instance

particulièrement importante pour assurer la cohérence et la continuité de l'action publique en la matière.

Car c'est bien de cohérence et de continuité dont nous allons avoir besoin si nous voulons que la France tienne son rang dans une compétition mondiale de plus en plus acérée, et joue un rôle moteur en Europe pour relever les défis de notre siècle.

Cela étant dit, je tiens à vous remercier toutes et tous de votre présence aujourd'hui. Je vous propose de passer au repas - J'inviterai monsieur le sénateur à s'exprimer avant le plat de résistance.

Merci à tous.

* * *